

Toulouse, 13. 10. 85

Déclaration de Pierre MAUROY à l'agence de France-Presse

Je me félicite de la synthèse réalisée à Toulouse. Et peut-être plus encore du climat de réelle fraternité qui a régné tout au long de nos travaux. Les socialistes unis vont maintenant s'engager dans la rude bataille des élections législatives et régionales.

Le débat d'idées demeure, bien évidemment. Il est permanent entre les socialistes et témoigne de leur constant souci d'adaptation aux évolutions sociales. Socialisme et réalités, tels sont les deux pôles de notre réflexion collective. Préserver l'originalité de notre engagement, prendre en compte le réel, voilà l'enjeu.

Je me félicite également de la continuité exprimée en ce qui concerne l'action gouvernementale. La solidarité par rapport à l'action menée depuis 1981, manifestée à la tribune, illustre le soutien que tous les socialistes apportent au président de la république, François Mitterrand et à ses gouvernements.

DISCOURS DE Pierre MAUROY

au congrès socialiste de Toulouse

(12 octobre 1985)

Chers amis,

Chers camarades,

Il est une sorte de vertige qui, périodiquement, nous saisit. Il accompagne nos périodes difficiles, lorsqu'est posé le problème de nos orientations. C'est comme un mirage que nous cultivons ainsi, soit dans l'espoir de parvenir au pouvoir, soit de nous y maintenir.

Nous nous affrontons alors en termes de fidélité à l'idéal et de nécessaire prise en compte des réalités.

Ce fut notamment le débat des années 60. Il a été conclu par le Congrès d'Epinay.

Depuis 14 ans, des problèmes d'orientation ont pu se poser, mais l'esprit de synthèse l'a finalement emporté. Notre congrès de Toulouse doit dire si nous demeurons dans cette ligne générale de la synthèse ou si nous remettons en cause les orientations d'Epinay.

Ce Congrès sera celui de la synthèse, ce que vous attendez et je suis le premier à m'en féliciter.

Nous sommes à Toulouse et toujours à Epinay, à Toulouse en France et Bad-Godesberg reste en Allemagne !

Allons à l'essentiel et laissons de côté s'il vous plaît des connotations surréalistes sur la modernité ou l'archaïsme.

L'archaïsme, c'était la diaspora socialiste de la fin de la IVème et du gaullisme triomphant.

La modernité ce sont les socialistes rassemblés. Et j'espère bien que cela va durer.

La modernité, c'était la disparition des groupuscules, des clubs, et le rassemblement de tous

dans le parti d'Epinay. Avec son ultime consécration, en 1974, lors des Assises du socialisme.

En ce qui me concerne, je suis demeuré, avec vous tous, les modernes d'Epinay.

L'archaïsme d'avant 71, c'était la recherche prioritaire des voix centristes avec le résultat que vous savez.

La modernité c'était François MITTERRAND mettant le général de Gaulle en ballottage en 1965. C'était François MITTERRAND affirmant notre volonté de rassemblement à Epinay.

L'archaïsme, c'était depuis la guerre, la gauche qui s'exprimait d'abord par la voix du parti communiste.

La modernité ce sont les socialistes reconquérant, patiemment, laborieusement, la première place à gauche, condition indispensable pour conquérir le pouvoir.

La modernité c'est la victoire du 10 mai 1981 et la constitution, sur la base de notre programme, du premier gouvernement d'union de la gauche dans l'histoire de la République.

La modernité, c'est l'action et les résultats

des gouvernements de gauche au niveau de l'Etat, face aux échecs de la droite.

La modernité, c'est notre volonté commune de permettre au président de la République d'achever son septennat.

Cela dit, nous pouvons discuter de tout.

Nous pouvons relever des erreurs.

Nous pouvons proposer des adaptations sur tel ou tel point.

Mais l'archaïsme ce serait de remettre en cause fondamentalement ce qui a permis au P.S de devenir le premier parti de France. Notre parti qui est, de toutes les formations, celle dont les Français ont la meilleure image.

Le débat qui s'ouvre n'est pas nouveau.

"Le parti est en évolution, expliquait déjà Léon BLUM, en travail continu entre deux pôles fixes : l'un qui est la société future que nous prévoyons, que nous prédisons, que nous voulons réaliser; l'autre qui est la société présente des flancs de laquelle nous voulons tirer cette société future."

Ce dualisme, mes camarades, explique la

tendance perpétuelle du parti à se diviser en deux courants essentiels.

Il y a d'une part, le courant qui porte certains d'entre nous vers le présent, vers le réel.

Il y a d'autre part, le courant qui porte les autres vers la société future et idéale.

Notre cohérence, celle de notre démarche, réside dans l'équilibre entre ces deux mouvements divergents.

Certes, il y a, dans cette situation, un élément de fragilité dans la mesure où, sans cesse, l'un des pôles risque de l'emporter sur l'autre.

Certes le risque existe de voir le parti socialiste osciller périodiquement entre le dogmatisme et l'abandon de ses valeurs.

Voilà pourquoi, il nous faut parvenir à dégager une synthèse qui permette de façonner le réel en demeurant fidèles à nous-mêmes.

C'est le travail de notre congrès.

C'est à cette tâche que nous sommes attelés.

Je n'ai pas la naïveté de penser que le

congrès va tout régler. Loin de là ! Un débat restera entre nous et nous le poursuivrons.

*

* *

Autour de quelles questions s'est organisé le débat préparatoire du congrès ? J'en vois principalement deux, auxquelles je voudrais maintenant répondre :

première question : Avons nous changé, et si oui, sur quels points ?

deuxième question : Ces évolutions sont-elles si accentuées que notre stratégie, en soit remise en cause ? Bref, notre stratégie demeure-t-elle valable ?

*

* *

Avons nous changé ?

Oui, le pouvoir nous a changés.

Comme il change toutes les forces politiques qui sont appelées à l'assumer.

Rien n'est pire, pour une formation politique, que d'ignorer le mouvement de la vie. Nous ne sommes pas une secte. Nous sommes la plus importante formation politique française et nous avons pour ambition de faire évoluer notre société de manière démocratique, c'est-à-dire en demeurant toujours à l'écoute de nos concitoyens.

Par ailleurs, il est incontestable que nous ayons des leçons à tirer, des enseignements à intégrer, à l'issue de la plus longue période de gestion gouvernementale de notre histoire. l'exercice du pouvoir a toujours été au centre de nos débats et de nos réflexions. Nul ne comprendrait que l'avancée historique réalisée depuis 1981 demeure sans conséquence sur nos réflexions et sur nos discussions.

Jamais en effet, mes camarades, la gauche française n'avait gouverné unie.

Jamais les socialistes n'ont assumé les responsabilités du pouvoir durant toute une

législature.

Nous avons su progresser par rapport aux précédentes périodes de gouvernement de la gauche parce que nous avons su en tirer des enseignements, parce que nous nous sommes adaptés, parce que nous avons changé.

Nous changerons encore à partir des résultats que nous enregistrons aujourd'hui, à partir de ceux que nous enregistrons demain !

Pour contrôler ce mouvement, au demeurant naturel, encore faut-il **ne pas perdre de vue notre identité, ce qui fait que nous sommes socialistes.**

Je sais bien qu'au fil des âges et des pays, le mot socialisme a servi à couvrir bien des alibis. Devrions-nous, pour autant, l'abandonner ?

Car je sais aussi ce qu'il a représenté d'espoir pour des pays même très différents du nôtre qui en étaient encore au Moyen-âge.

Je sais que le socialisme a été le levain de ce gigantesque mouvement d'émancipation et de décolonisation qui marque notre siècle, comme la République avait été le levain du réveil des nationalités au siècle précédent.

Le socialisme démocratique est notre

passport pour le Tiers-monde. Il est notre langage commun avec tous ces peuples, surtout lorsque nous leur rappelons que la cause de la liberté est indissociable de celle de la justice.

Le socialisme demeure l'espoir pour les travailleurs européens, comme pour les travailleurs français.

Et je veux saluer toutes ces délégations internationales présentes à nos travaux !

A l'heure où la droite redécouvre le vieux terme de "libéralisme" et l'idéologie séculaire qu'il exprime, devrions-nous faire semblant de croire qu'il s'agit là d'une nouveauté, d'un concept intellectuel récent ?

Battons-nous, au contraire, pour épargner à la France une politique libérale.

Je le dis en pensant à l'avenir de mon pays.

Je le dis en songeant aux générations montantes de jeunes Français.

Je souhaite que les Français ne se laissent pas emporter par la passion idéologique de la droite.

Ce serait faire courir à notre pays des risques considérables.

Ce serait supprimer le contrôle de prix et favoriser une nouvelle flambée de l'inflation.

Ce serait démanteler le code du travail, et accroître le chômage et les inégalités sociales.

Ce serait dénationaliser, et livrer à des investisseurs étrangers les plus beaux fleurons de notre appareil industriel.

Ce serait privatiser la protection sociale, et développer une médecine de riches et une médecine de pauvres et marginaliser des millions de nos compatriotes.

Voilà, concrètement, ce qu'est le libéralisme. Voilà ce que nous rejettons. Voilà ce que nous avons toujours combattu. Voilà pourquoi nous voulons transformer la société.

Pour autant, le parti socialiste doit-il s'adapter ?

Mais bien sûr. Toute son histoire est d'ailleurs celle d'une adaptation à l'évolution de la société. Et les conditions de cette adaptation sont, périodiquement, au coeur de nos débats, sous des formes

quelques fois saugrenues et dont nous pouvons sourire.

Le petit jeu des étiquettes que nous nous collons entre nous n'a pas d'autre signification que cette volonté d'adaptation. Et il y a des droitiers et des gauchistes.

Consolons-nous. Avec le temps, de droitier on devient gauchiste. Ce qui est plus rare que l'inverse!... Ce mouvement là, c'est le roulis du parti.

Mais il faut éviter le tangage ! Ce que nous évitons en allant à la synthèse ! Ce mouvement, c'est la contradiction que j'évoquais au début de mon propos en citant Léon BLUM. Nous la portons en chacun de nous. Fort heureusement, le gros de la troupe sait conserver son calme et le recul nécessaire.

Oui, mes camarades, nous devons conserver la juste perception des seuils à ne pas dépasser.

Qui ne voit d'ailleurs comment nous fonctionnons ?

Quand nous étions dans l'opposition, c'était la surrenchère à gauche. Qui d'entre nous n'a pas fauté à cet égard ?

Je lève la main, nous allons être nombreux à

lever la main. Motion 1 et motion 2 confondues. Et encore, j'ai conscience de n'avoir pêché qu'avec modération.

Quand on gouverne, la tendance est de glisser à droite. Qui parmi nous, ne le sait ?

Mais, demeurons lucides. Faisons tout pour gagner, mais ne cherchons surtout pas à nous maintenir au pouvoir à n'importe quel prix. C'est dans ces moments que se commettent les erreurs les plus graves. L'histoire de la IVème République est là pour nous éclairer.

Nous avons à conquérir la République ! Mais nous avons à garder le socialisme !

*

* *

Pour éviter la crise d'identité, sachons affirmer la nôtre.

Le socialisme est une utopie, c'est vrai. Qui plus est, il est une philosophie optimiste, une philosophie du bonheur mais qui s'appuie sur une analyse rigoureuse de l'évolution de nos sociétés. Notre ambition est de changer la vie.

Car le socialisme est aussi une philosophie de l'action. Nous voulons changer la vie par nous-mêmes, nous voulons changer la vie par notre combat.

Nous voulons contribuer à libérer l'homme des servitudes. De toutes les servitudes.

Et pourtant, nous ne pouvons limiter notre démarche à la démocratie et à la justice sociale. Il s'agit là de nobles objectifs que nous partageons avec bien d'autres forces politiques. Mais nous avons tous de même un plus par rapport aux démocrates américains.

Les radicaux de gauche, qui sont pour la démocratie et la justice sociale, nous accordent ce plus. Sinon nous serions des radicaux de gauche!

Et même dans l'opposition, nous avons toujours voulu croire que nous avions un plus par

rapport aux travaillistes britanniques ou aux socio-démocrates allemands. Mais, avec l'exercice du pouvoir, je suis prêt à convenir que nous sommes à égalité !

Oui, nous voulons changer la société.

Progressivement bien sûr, démocratiquement bien sûr, mais nous voulons changer la société.

Et, pour y parvenir, nous préconisons notamment la prise en charge collective de certains instruments économiques ou industriels.

Là se situe l'un des caractères distinctifs du socialisme.

Qui dit démocratie économique dit deux choses.

D'abord la liberté. La liberté de créer et d'entreprendre dont la liberté de s'enrichir. la liberté d'échanger donc la reconnaissance du rôle du marché.

Mais aussi le plan, le service public, les nationalisations et les droits des travailleurs dans l'entreprise.

Voilà où se situe notre permanence. Voilà

notre identité.

Concrètement, dans la France de 1985 et à la lumière de notre pratique gouvernementale, sur quoi avons-nous changé ?

Nous avons appliqué nos réformes, comme un gouvernement de gauche l'a toujours fait. Mais nous avons, en plus, assumé la contrainte de la gestion, la contrainte de la durée. Et c'est une première!

Nous avons pris en compte la contrainte économique et monétaire - la fameuse balance des paiements - sans laquelle il n'y a que des gouvernements éphémères.

Ce que, communément, nous avons appelé la politique de rigueur, parce que, dans la situation économique de la France et du monde, il n'y avait pas d'autre solution.

Mais ce n'est pas la seule contrainte.

Nous avons aussi accepté la contrainte internationale.

Bien des socialistes, pendant cette période - plus que vous ne le croyez - ont cherché à s'en

dégager.

C'était tout le débat de mars 1983.

Bien sûr, dans certains cas, il serait agréable de se protéger aux frontières.

Mais il faut bien voir qu'à force de se protéger, on n'est plus compétitif. Il suffit pour le mesurer d'apprécier le décalage technologique entre les Etats-Unis et l'URSS.

Oui, l'archaïsme, c'est le protectionnisme.

Oui, la modernité, c'est l'acceptation du champ planétaire.

Nous sommes là au coeur d'un débat qui a été la contradiction du gouvernement d'union de la gauche.

Il est enfin, une troisième contrainte qui est sans doute la plus dure, et, à la fois, la plus exaspérante et la plus exaltante : c'est la contrainte européenne.

Dur de se marier, pour l'industrie française avec l'industrie allemande qui nous est, dans certains domaines, supérieure.

Exaspérant que de relancer la consommation en 1981 en devant constater que, finalement, l'industrie allemande en profite plus que l'industrie française.

Exaltant pourtant l'enjeu de la construction européenne.

Voilà pourquoi, dès le premier jour, nous sommes demeurés dans le système monétaire européen. Par réalisme et par choix politique.

C'est par un système monétaire codifié que nous irons à une forme d'unicité de la monnaie qui est l'une des conditions de l'intégration européenne.

Les contraintes de la politique de rigueur doivent être appréciées différemment.

La contrainte extérieure et la contrainte européenne sont permanentes. Nous pourrions les faire figurer dans une déclaration de principes.

Nous acceptons d'accélérer et de ralentir la transformation de notre société en fonction de ces deux contraintes. C'est un changement.

En revanche, la rigueur conjoncturelle pour le maintien des équilibres économiques, n'est pas une politique. C'est une méthode pour un parti de gauche

qui gouverne.

Elle ne remet pas en cause la recherche de la croissance qui est une constante de notre politique économique.

Voilà pourquoi elle n'implique pas un changement de position de notre part.

*

Nous devons aussi prendre acte de notre changement en ce qui concerne l'entreprise. Croyez que je n'ignore pas la dialectique de l'histoire. Je n'ignore pas que l'entreprise a d'abord été perçu comme un lieu d'exploitation. Et c'est pourquoi les nouveaux droits des travailleurs, que nous avons votés et qui s'imposeront progressivement, prennent, pour nous, une telle importance.

Et, dialectiquement, il est vrai que c'est dans l'entreprise que le capitalisme est le plus fort. Il y exerce son pouvoir.

Même sur ce plan une évolution est en cours.

L'organisation du travail par les cadres et l'ensemble des salariés est une réalité qui tend à devenir plus forte que celle du capital.

Nous ne sommes pas encore ^{fin} à traduire ce changement là. Il s'imposera avant la fin du siècle.

Mais surtout nous devons prendre en compte la nécessité pour les entreprises, de demeurer compétitives, de dégager des bénéfices pour investir, de contenir les coûts de production.

Car notre richesse collective est fonction de la prospérité de nos entreprises.

De la même manière, que la famille est la cellule de base de notre société, l'entreprise est la cellule de base de notre économie.

L'entreprise doit être aidée à remplir sa mission : produire. Car, il est vrai qu'il ne revient pas à l'Etat de produire.

Il doit définir les grandes priorités économiques à travers le plan et se préoccuper des formes de la redistribution de la richesse collective.

Notre objectif n'est pas de tout ramener à l'Etat. Bien au contraire.

Et la nationalisation n'est pas l'étatisation. Ce débat, la gauche le mène depuis un

de mi siècle. le mouvement syndical français s'est majoritairement attaché à lier la notion d'appropriation collective avec une idéologie anti-étatiste.

Je veux bien que nous poursuivions cette discussion. Mais permettez-moi de rappeler que nous avons toujours affirmé l'autonomie de gestion de ces groupes qui, s'ils n'avaient pas été repris en charge par la collectivité nationale, menaçaient de s'effriter ou de sombrer. Aurions-nous pu réaliser les reconversions qui s'imposaient sans disposer de ces leviers industriels ?

C'est vrai que je m'inquiète lorsque j'entends, dans nos rangs, critiquer cet acquis. Et si je ne propose pas d'élargir le secteur public et nationalisé, il me semble que nul, ici, ne peut suggérer un retour en arrière.

C'est vrai, à l'inverse, que je regrette qu'au nom d'une excessive pureté doctrinale la loi de respiration des groupes nationalisés n'ait pas encore été votée. Mais elle le sera et je m'en félicite.

Elle permettra à nos nationalisations de vivre et de prospérer.

Mais, il ne faudrait pas que la dénationalisation commence dans nos rangs. Car, vous

savez bien que le combat qui serait mené par la gauche toute entière si, par hypothèse et par malheur la droite voulait toucher à nos nationalisations.

Que ceux qui en doutent, analysent la situation britannique.

Nous ne voulons pas d'une société collectivisée. Nous l'avons suffisamment dit. Notre originalité se situe dans l'économie mixte.

Mais, nous devrions considérer comme une véritable agression le retour à une société industrielle uniquement contrôlée par des intérêts privés.

*

Plus largement, pourquoi, mes camarades, ne pas affronter le grand débat actuel sur le rôle de l'Etat ?

Ouvrons le dossier. Car ce projet d'étatisme est paradoxal. Nous avons fait plus, en quatre ans pour relever les tutelles que la droite pendant 30 ans.

Que dis-je, nous avons plus fait avec nos lois de décentralisation que ce qui avait été fait

pendant un siècle et demi.

Qui a effectué la décentralisation toujours annoncée et jamais réalisée ? La gauche !

Qui a supprimé le monopole de l'Etat sur les programmes de télévision ? La gauche !

Qui a permis à un millier de radios locales d'émettre ? La gauche !

Qui a rendu la gestion de la sécurité sociale à des administrateurs élus ? La gauche !

Qui a autorisé les citoyens français à appeler aux juridictions internationales contre leur propre Etat ? La gauche !

Ne laissons pas caricaturer ni notre pensée, ni notre action.

Et dans ce débat, réaffirmons aussi la réalité des responsabilités de l'Etat. Je pense bien sûr à ces responsabilités traditionnelles, en matière de défense, de justice de police.

Mais je pense surtout à ces responsabilités en matière de redistribution de la richesse nationale

en matière de protection sociale.

Car c'est bien là, la supériorité de notre démocratie économique sur le libéralisme.

Les évêques américains viennent de le dire en dénonçant - je cite "le scandale moral et social" - que constitue la pauvreté et le chômage dans le plus riche pays du monde.

Ils en appellent à une véritable "démocratie économique."

Ne nous y trompons pas : la vague libérale, qui a effectivement balayé le monde occidental, tend déjà à se briser. La jeunesse dévoyée du stade de Bruxelles, les émeutes qui éclatent dans les grandes villes anglaises en passant par le démantèlement des programmes sociaux américains, et la brutale amputation du pouvoir d'achat en Allemagne, en Belgique, aux Pays Bas et ailleurs, conduisent les peuples à s'interroger et à se mobiliser.

En Grèce, les socialistes ont gagné les élections. En Suède, les socio-démocrates ont gagné les élections. Vous direz : Il y a le Portugal, l'échec des socialistes est dû à la rigueur, toujours à la rigueur, c'est à dire toujours aux efforts que nous devons

réaliser pour rétablir des équilibres et rendre une apparente cohérence à un système en plein dérèglement que nous devons conduire en combattant et auquel certains voudraient nous identifier davantage.

Oui mes camarades, la situation actuelle justifie notre interrogation sur l'adaptation et le changement. Mais elle justifie aussi que nous haussions le ton.

Laisserons-nous, sans répondre, Jacques CHIRAC en appeler à la chasse aux sorcières contre les fonctionnaires communistes ?

Laisserons-nous contester la sécurité sociale ?

Laisserons-nous menacer les travailleurs immigrés ?

Soyons nous-mêmes. Ne nous laissons pas culpabiliser.

Oui je m'inquiète d'entendre dénoncer une gauche soit-disant étatique.

Oui je m'inquiète lorsque j'entends, dans nos rangs, mettre en cause notre action : que ce soit un jour les nationalisations ; un jour telle ou telle

mesure , un troisième jour de la relance de 1981.)

Il ne faudrait pas, à propos de la relance rouvrir le débat de Metz. Je le dis d'autant plus que nul n'ignore quelle était ma position. La relance ce fut l'état de grace, avec la rigueur ont commencé les difficultés.

Cette relance nous l'avions voulue tous ensemble. Et, souvenez-vous, elle était souhaitée par tous les candidats à l'élection présidentielle de 1981. Par François MITTERRAND bien sûr. Par Georges MARCHAIS et Jacques CHIRAC aussi. Et même par Valéry GISCARD D'ESTAING, qui sur ce point, avait imposé silence à Raymond BARRE.

A l'époque nous travaillions tous sur une croissance de l'économie mondiale estimée à 1,8%. Il n'y eut pas de croissance en réalité. Il y eut même une croissance négative, si j'ose dire, de - 0,2 %.

S'il n'y eut pas de croissance, c'est en raison du niveau trop élevé des taux d'intérêt de la flambée du dollar, mais aussi de la déflation sévère pratiquée dans de nombreux pays occidentaux.

Cette relance modérée, elle nous a permis de mettre en oeuvre, non seulement l'avancée sociale, mais aussi nos grandes réformes de structures.

Cette relance, elle nous a surtout permis de réussir une désinflation sans déflation, c'est-à-dire sans amputation massive du pouvoir d'achat.

J'ajoute d'un mot, de lier le niveau d'investissement et l'emploi, comme je l'ai entendu faire hier, mériterait, pour le moins, des nuances.

En effet, les gains de productivité qui résultent de la modernisation de notre appareil industriel, gommant pratiquement les effets positifs sur l'emploi.

La lutte contre le chômage exige d'autres outils :

- un effort exceptionnel pour élever les niveaux de qualification,
- le retour vers une croissance plus soutenue,
- enfin un aménagement et un partage du temps de travail.

Mes camarades, il n'existe pas de solidarité sélective. Notre histoire, nous devons la prendre en compte globalement, avec ses ombres et ses lumières. Il en va de même de notre action gouvernementale.

Elle est la nôtre, avec ses réussites et ses faiblesses, avec ses acquis et ses insuffisances.

Pour ma part, c'est la totalité de notre action que j'assume. C'est de l'ensemble de ce que nous avons fait et de ce que nous faisons dont je m'affirme solidaire.

Je suis solidaire de l'action du Président de la République et de celle du gouvernement de Laurent FABIUS.

Et le premier mouvement de mon vote personnel en faveur de la motion 1 est de marquer cette solidarité. Avec Laurent, le Premier ministre, avec Lionel, le Premier secrétaire du Parti Socialiste.

Le temps reviendra vite et j'espère avant mars 1986, où les Français se souviendront que c'est nous qui avons :

- abaissé la retraite à 60 ans,
- instauré la cinquième semaine de congé,
- aboli la peine de mort et les juridictions d'exception,
- etc, etc...

Bref, mises en oeuvre les 110 propositions de François MITTERRAND.

Ce ne sera sûrement pas le moindre de nos mérites d'avoir su réaliser ces avancées en période de crise, alors que les gouvernements de droite ne se mobilisent que pour la déflation.

Oui nous avons appliqué la rigueur et nous avons changé.

Oui, nous avons appliqué les réformes et nous sommes et demeurerons socialistes.

*

*

*

Et parce que nous demeurons des socialistes, oui notre stratégie est toujours valable.

Même si nous devons l'adapter.

L'adapter, car, à l'évidence, l'union de la gauche autour du programme commun n'est plus de mise.

D'abord, parce que la notion de programme commun que les communistes avaient réclamée depuis vingt ans, ils l'ont volontairement détruite en 1977.

N'oublions pas qu'en 1981, je le répète, c'est sur la base de notre programme que les communistes ont accepté d'entrer au gouvernement. Pas sur la base d'un programme commun !

Le programme commun n'est plus de mise, parce que les accords centraux entre appareils politiques ne sont pas d'actualité.

La direction du Parti communiste a pris un risque considérable en s'isolant, en se marginalisant dans sa quête d'une impossible révolution.

Mais il suffit de constater, dans nos ville, dans nos département, dans nos régions, la gêne de nombreux élus communistes pour mesurer que le débat n'est pas clos et que des rebondissements demeurent

possibles.

Là n'est pas l'essentiel. Même si les communistes devaient s'isoler durablement, notre problème demeurerait le même.

Nous avons vocation à rassembler le peuple. Nous avons vocation à rassembler la gauche, toute la gauche !

C'est d'ailleurs ce que nous faisons depuis plus de quinze ans. C'est ce que nous devons poursuivre.

Telle est la stratégie d'Epinay.

Telle est cette stratégie mise en oeuvre par nous tous rassemblés autour de François MITTERRAND.

Car François MITTERRAND n'est pas seulement le Président de la République. Il est d'abord pour nous le rénovateur du socialisme français.

Rassembler les socialistes, ce n'est jamais simple. Vivre ensemble n'est jamais aisé. La synthèse nous y aidera.

*

*

*

Et je veux dire à nos camarades du texte 2 et plus particulièrement à Michel ROCARD.

Bien sûr, ce qui complique notre tâche, c'est la préparation des législatives, la désignation des candidats qui a interféré sur notre débat, et bien évidemment, la perspective d'élection présidentielle. Tant il est vrai que le rassemblement derrière les hommes est plus facile que l'accord sur des idées.

Aujourd'hui, Michel ROCARD nous dit souhaiter être candidat à la Présidence de la République.

Cette ambition, je la juge pour ma part légitime. Mais c'est une affaire qui regarde le Parti. L'échéance n'est pas actuelle. Nous ne la souhaitons que pour 1988.

Le moment venu, personne ne peut douter que nous serons tous groupés derrière le candidat que nous aurons tous choisi. Comment pourrait-il en être autrement ?

Michel,

Tu as déjà été candidat à la présidence de la République en 1969. Tu n'as pas oublié cette époque.

Tu n'as pas oublié l'éparpillement des voix socialistes, faute d'une stratégie claire.

Tu n'as pas oublié qu'au second tour de scrutin, la gauche était absente.

Nous avons pu accéder au pouvoir parce que nous avons su rendre au courant socialiste une démarche stratégique claire.

Gardons les socialistes unis et attachons-nous à rassembler la gauche.

Le PC se dérobe une nouvelle fois ? Qu'importe. Nous avons déjà connu de tels épisodes.

Continuons à creuser notre sillon. Ne remettons pas en cause notre ancrage.

Nous avons pu entraîner les communistes au pouvoir en atteignant la barre des 25 %

Il nous appartient d'atteindre à présent 30 % pour compenser l'érosion de nos alliés d'hier, pour forcer une nouvelle fois le destin.

Ce qui signifie que nous avons encore bien des voix de gauche à rassembler.

Et, sans un tel rassemblement, il n'est pas pour nous de majorité possible.

Je veux dire qu'il n'est pas de majorité capable de mettre en oeuvre une politique de changement social.

Mes camarades, ce rassemblement dans une grande formation pluraliste des couches salariées, ce rassemblement des travailleurs, ce rassemblement de la gauche, il porte un nom dans de nombreuses démocraties voisines. On le nomme souvent : social-démocratie.

Je suis originaire d'une région, d'une culture, où ces notions ont pris naissance et se sont enracinées. Croyez que je sais ce qu'elles signifient et que je suis toujours prêt à les assumer.

Dans notre tradition française, où le marxisme est vécu de façon idéologique, nous ne cessons de courrir après un "front de classe". Nous avons brandi le concept faute, sans doute, d'avoir su réaliser le fait.

Les social-démocraties ont, à l'inverse, mis en oeuvre ce front de classe, tout en abandonnant dans leur texte le concept.

Au-delà des adaptations doctrinales, les grandes formations social-démocrates ont su préserver leur authenticité grâce à leur ancrage ouvrier, grâce à leur recrutement, mais grâce, plus encore, à leurs structures qui coordonnent les formes diverses d'organisation des travailleurs : La force politique, la force revendicative, la force culturelle, la force coopérative et jusqu'à - en Allemagne du moins - la force bancaire.

Ces formations sont en effet par le nombre de leurs militants, impliquées dans tous les secteurs de la vie sociale.

Elles disposent ainsi d'une puissance qui leur permet de bénéficier de moyens d'expression modernes et efficaces.

Combien de fois, dans nos congrès, n'ai-je pas souhaité que nous nous inspirions de ces formes d'organisation ?

Quoi de comparable en France ?

Ne commettons ni erreur de vocabulaire, ni erreur de perspective.

La France vit autrement ces problèmes parce qu'elle a simplement une autre histoire.

En plus, prenez en compte les évolutions de la social-démocratie. Vous en serez bien surpris, vous verrez que les bases sur lesquelles nos amis travaillistes en Grande-Bretagne, nos amis du S.P.D. en Allemagne montent à l'assaut des gouvernements conservateurs n'ont rien à voir avec l'abjuration publique à laquelle on voudrait nous presser.

Dans le même ordre d'idées, ne confondons pas deux notions distinctes : celle du centrisme, qui est essentiellement politique, et l'électorat flottant, le marais, qui est une notion sociologique.

Le centrisme politique connaît bien des aléas, mais il est aujourd'hui identifié et il se polarise autour d'une personnalité : Raymond BARRE.

Inutile de prétendre le capter. Il est déjà en mains et je pense que parmi nous, personne ne souhaite faire mieux.

Pourquoi voudriez-vous que les centristes viennent nous donner un coup de pouce alors qu'ils espèrent bien construire leur pouvoir sur notre éventuel échec et qu'ils sont les plus fermes opposants à toute forme de cohabitation ?

Nous pourrions multiplier les concessions politiques en leur direction ce serait en vain. Ce ne serait que du petit bois jeté au brasier.

Ne confondons pas, là encore, le respect des institutions et les rapports de forces politiques. Si la droite, par hypothèse, l'emportait en mars 1986, qu'elle assume ses responsabilités. Quand à nous, socialistes, nous serons dans l'opposition. Ce doit être clair.

En revanche, il est non moins clair que la droite doit apprendre à respecter les institutions qu'elle a elle-même forgées. Le président de la République est élu pour 7 ans. Le résultat des élections législatives ne peut remettre en question cette réalité constitutionnelle. L'opposition doit accepter ce fait. Sinon elle a trompé le peuple, elle nous a trompés et c'est la Constitution qui est dépassée.

c'est

L'électorat flottant, le marais, / cette frange des électeurs qui ont tendance à aller vers la force dominante du moment.

Souvenez-vous, jamais nous n'en avons tant entraîné dans notre sillage que durant la période où l'union de la gauche était prospère. Et je suis persuadé qu'un grand parti socialiste pourrait être cette force d'entraînement que la gauche a été.

Prenons garde à toutes ces interrogations mal posées, à ces notions imprécises, à tous ces clubs lancés ici et ailleurs.

Prenons y garde pour nous-mêmes et pour notre électorat.

La vaste et diverse famille que représente notre électorat n'est unie que si nous le sommes. En réalité, une moitié de nos électeurs votent socialiste avec un tropisme à gauche, et une autre moitié avec un tropisme à droite.

Si nous semblons nous-mêmes hésiter; si nous n'indiquons pas le chemin, non seulement nous ne rassemblerons pas, mais encore le risque sera réel de voir, sur nos marges, des voix se disperser.

*

*

*

Mes camarades,

Nous avons besoin entre nous d'un vrai débat calme et approfondi, pour inscrire, même dans les textes fondamentaux, les adaptations que nous jugerions nécessaires.

Tout ce qui est nouveau n'est pas nécessairement positif.

Tout notre héritage traditionnel n'est pas immuable.

Nous sommes tellement convaincus de la nécessité du débat et de l'adaptation, que ma fédération a proposé que nous prolongions cette discussion par la tenue d'un congrès extraordinaire.

Cher camarades,

Nous avons la plus haute idée de ce que le septennat de François MITTERRAND apporte à l'affirmation de nos idées.

Mais chacun comprend que la marche historique des socialistes va au-delà d'une législature et au-delà d'un septennat.

Nous ne sommes pas un parti comme les autres,

nous ne identifions pas à une génération, mais à une suite de générations. Pour traverser le temps, il convient de s'adapter afin d'épouser le terrain, mais il convient aussi de savoir rester soi-même pour durer.

Affirmons la permanence de notre combat, indépendamment de l'air du temps.

Comme le disait un journaliste, affirmons le socialisme corrigé des variations saisonnières. Mais affirmons le socialisme.

Car rien n'est plus trompeur que l'air du temps.

Hier, ce furent les applaudissements inopportuns à la croissance zéro dont nous mesurons aujourd'hui les conséquences funestes. Aujourd'hui c'est l'hésitation qui se manifeste parfois à défendre nos positions. C'est une sorte de complexe face au libéralisme, bref c'est l'illusion du recentrage.

A l'heure d'une bataille décisive, l'urgence est à la mobilisation de tout le Parti.

Au regroupement de tous les socialistes.

Et au rassemblement de toute la gauche.

A ces conditions seulement, nous pourrons obtenir la confiance des Français.

Rassemblons-nous, car c'est la condition de notre succès.

Rassemblons-nous, pour permettre à François MITTERRAND de poursuivre, avec son gouvernement, sa tâche.

Rassemblons-nous, pour aujourd'hui et demain, rester des socialistes.